

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Consultation AP-HP.SU 24-057 du 16/12/2024

*Appel d'Offres Ouvert en application des articles R.2124-1, R.2124-2, R2161-2 à R.2161-5
du code de la commande publique*

Objet :

Exploitation, Maintenance et Entretien Multi technique des Installations de
l'INSERM de l'Hôpital Tenon du groupe hospitalo-universitaire AP. HP SORBONNE
UNIVERSITE

ANNEES 2025 - 2029

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-059 du 16/12/2024	TNN
CCAP	Exploitation, Maintenance et Entretien Multi technique des Installations de l'INSERM de l'Hôpital Tenon du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	1 / 15

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	3
1.1 : Objet.....	3
1.2 : Forme	3
1.3 : Durée	3
1.4 : Définition des parties contractantes et définition des prestations	4
1.5 : Sous-traitants	4
ARTICLE 2 : DOCUMENTS ET PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 : RESPECT DES PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE.....	5
<u>3.1 Le présent contrat prévoit que le titulaire du présent contrat participe à l'exécution en tout ou partie du service public hospitalier.</u>	<u>5</u>
<u>3.2 Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.</u>	<u>5</u>
<u>3.3 Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent.</u>	<u>5</u>
<u>3.4 Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.</u>	<u>6</u>
ARTICLE 4 : ÉTABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS.....	6
4.1 : CONDUITE, SURVEILLANCE, ENTRETIEN, MAINTENANCE ET DÉPANNAGE, ASTREINTES (P2)	6
4.2 : TRAVAUX OBLIGATOIRES (P3)	7
4.3 : MODIFICATION DES PRIX	8
ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE.....	8
5.1 : Accès aux établissements – Identification.....	8
5.2 : Grèves	9
ARTICLE 6 : PRIX ET RÉGLEMENT DES COMPTES	9
6.1 : Mode d'évaluation et des prestations de règlement	9
6.2 : Facturation	9
6.3 : Paiement.....	10
6.4 : Avances	10
6.1 : Nantissement et cessions de créances	10
6.2 : Retenue de garantie	11
ARTICLE 7 : ASSURANCES.....	11
ARTICLE 8 : PENALITÉS - RÉSILIATION.....	11
8.1 : Pénalités.....	11
8.2 : Résiliation	12
ARTICLE 9 : CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	14
9.1 : Contrôles.....	14
9.2 : Décision après contrôles	14
9.3 : Ordonner le remplacement d'un agent ou du chargé d'affaires	14
9.4 : Planning d'intervention.....	14
ARTICLE 10 : LITIGES.....	14
ARTICLE 11 : TRANSFERT D'ACTIVITÉ	15
ARTICLE 12 : DÉROGATIONS.....	15

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

1.1 : Objet

Le marché a pour objet Exploitation, Maintenance et Entretien Multi technique des Installations de l'INSERM, nécessaires aux besoins du Groupe Hospitalier AP-HP. SORBONNE UNIVERSITE du site de l'Hôpital Tenon.

Le présent CCAP concerne le lot unique :

- Hôpital Tenon : 4, rue de la Chine 75020 PARIS

1.2 : Forme

Le marché est passé sous la forme d'un marché à prix mixtes comportant une partie forfaitaire et une partie à bons de commande en application de l'article R.2112-6 du Code de la Commande Publique.

Le marché est composé en deux catégories de prestations :

- **D'une partie à prix global forfaitaire** correspondant aux prestations définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, chiffrées dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) de chaque site ainsi que dans l'acte d'engagement (article 2.2).
- **D'une partie à bons de commande** passée en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique **selon les prix indiqués dans le Bordereau des Prix unitaires (BPU) ou sur prix hors bordereau.**

Le marché sera donc également un accord cadre mono-attributaire déterminé dans tous ses éléments au sens de la Directive 2014/24/UE du 26 février 2014 (contrat cadre), c'est-à-dire d'un accord-cadre à bons de commande au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Le groupe hospitalo-Universitaire AP-HP. Sorbonne Université s'engage sur un montant minimum correspondant à la part forfaitaire sur la durée du marché soit 4 ans.

Le titulaire s'engage sur un montant maximum correspondant à la part forfaitaire et à la part à bons de commande sur la durée du marché soit 4 ans.

1.3 : Durée

Le marché est conclu pour une durée de 48 mois **à compter du 7 mars 2025.** Toutefois, si la notification devait avoir lieu postérieurement à la date de démarrage indiquée, celui-ci débiterait à la date de notification pour une durée de 48 mois.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité des marchés.

Toute commande passée pendant le délai de validité du marché est exécutée jusqu'à son admission ou son rejet même si le délai d'exécution va au-delà de la date de validité du marché, dans la limite de 6 (mois) suivant la fin du marché.

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-059 du 16/12/2024	TNN
CCAP	Exploitation, Maintenance et Entretien Multi technique des Installations de l'INSERM de l'Hôpital Tenon du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	3 / 15

1.4 : Définition des parties contractantes et définition des prestations

- Définition des parties contractantes :

MAITRE D'OUVRAGE

ASSISTANCE PUBLIQUE DES HOPITAUX DE PARIS
Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université
M. le Directeur Général de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris

TITULAIRE

Le candidat retenu par le Groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université.

Le titulaire est tenu de notifier par écrit immédiatement à la Personne Publique les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise titulaire
- A la forme de cette entreprise
- A sa raison sociale ou à sa dénomination
- A l'adresse de son siège
- A son capital

- La définition des prestations :

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières et ces annexes.

1.5 : Sous-traitants

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique ; une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail, un extrait Kbis, un RIB, une facture vierge, une copie des attestations fiscales et sociales ainsi que les moyens humains et techniques dévolues à la prestation sous-traitée.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS ET PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'Engagement (AE);
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF);
- Le bordereau des Prix Unitaires (BPU);
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-059 du 16/12/2024	TNN
CCAP	Exploitation, Maintenance et Entretien Multi technique des Installations de l'INSERM de l'Hôpital Tenon du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	4 / 15

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques communes à l'ensemble des lots (CCTC) ;
- Les cahiers des charges des documents techniques unifiés (D.T.U.)
- Les cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S. - D.T.U.)
- L'ensemble des textes administratifs auxquels par sa nature est soumise à l'opération.
- En l'absence du C.C.S. - D.T.U., les règles, recommandations et guides techniques publiés par les Unions Nationales Professionnelles adhérentes à la Fédération Nationale du Bâtiment.
- Normes de l'Association Française de Normalisation.
- Le C.C.A.G., fournitures courantes et prestations de services, en vigueur au moment de la passation du marché.;
- L'offre technique du titulaire

Les documents applicables sont ceux en vigueur au 1^{er} jour du mois d'établissement des prix.

ARTICLE 3 : RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE

3.1 Le présent contrat prévoit que le titulaire du présent contrat participe à l'exécution en tout ou partie du service public hospitalier.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- de remédier aux éventuels manquements.

3.2 Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant (ou du sous-concessionnaire).

3.3 Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent.

Cette information mentionne également les coordonnées suivantes : Groupe hospitalo-universitaire AP-HP Sorbonne Université 6 Site Pitié Salpêtrière – Direction Générale – Cellule des marchés – Cour du marché, porte 04 – 47, boulevard de l'hôpital – 75651 PARIS cedex 13 Téléphone : 01 42 17 60 91.

Il informe sans délai l'acheteur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-059 du 16/12/2024	TNN
CCAP	Exploitation, Maintenance et Entretien Multi technique des Installations de l'INSERM de l'Hôpital Tenon du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	5 / 15

du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

3.4 Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur se réserve la faculté :

- Soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- Soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de euros 100 (cent) par jour, puis en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

ARTICLE 4 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS

4.1 : CONDUITE, SURVEILLANCE, ENTRETIEN, MAINTENANCE ET DEPANNAGE, ASTREINTES (P2)

4.1.1 – Caractère des prix

Les prix seront forfaitaires hors taxes et établis en Euros pour la part des prestations faisant l'objet d'un règlement forfaitaire. Ils seront détaillés au moyen de la décomposition du prix global et forfaitaire annexée à l'acte d'engagement.

Ils sont unitaires, rémunérés par application des prix unitaires

Le prix forfaitaire correspond à l'obligation de remplacement et de renouvellement nécessaires au maintien des installations en bon état de fonctionnement des prestations décrites au CCTP.

Les obligations du Titulaire sont indépendantes de l'état du compte d'exécution. Le Titulaire s'engage à faire seul et intégralement son affaire du maintien en parfait état de service des installations de façon à garantir la continuité, la sécurité du service et le maintien des performances des installations.

Le Titulaire remplace les équipements en tenant compte des obligations mentionnées au CCTP en ce qui concerne les marques et types de matériel.

Le présent marché comprend, dans le cadre du montant forfaitaire « P2 », la fourniture et la pose des pièces détachées conformément au CCTP I.8.

Pour les pièces fournisseur d'un coût égal ou supérieur au montant fixé au CCTP chapitre I.8, le Titulaire doit soumettre toute proposition de travaux à l'approbation préalable du Groupe Hospitalo-Université AP-HP. Sorbonne Université. Les propositions de travaux sont établies sur la base du bordereau de prix unitaire (BPU). Dans le cas où le fonctionnement de l'installation et le résultat final peuvent être remis en cause, le Titulaire réalise le remplacement immédiatement et en informe le Groupe Hospitalo-Université AP-HP. Sorbonne Université.

Les travaux en régie exécutés exceptionnellement dans le cas où il sera procédé à des interventions ne rentrant pas dans le cadre du marché, seront réglés sur la base des prix unitaires de main d'œuvre indiqués au BPU.

Si le Titulaire se trouve amené à remplacer dans son ensemble un matériel important, le Groupe Hospitalo-Université AP-HP. Sorbonne Université peut apprécier l'intérêt et l'opportunité de substituer ce matériel par des matériels de principe et de puissance mieux adaptés à la poursuite de l'exploitation des installations.

La participation du Titulaire ne peut être inférieure à la valeur de remplacement des matériels d'origine. Les matériels doivent être équivalents (performance, qualité, garantie) et il doit être tenu compte des dates de remplacement, à l'identique ou non, des matériels en cours de marché.

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-059 du 16/12/2024	TNN
CCAP	Exploitation, Maintenance et Entretien Multi technique des Installations de l'INSERM de l'Hôpital Tenon du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	6 / 15

Le Titulaire doit fournir au Groupe Hospitalo-Université AP-HP. Sorbonne Université le détail des travaux réalisés avec les matériels, marque et type, qualité et quantité, les temps passés et les coûts, dans un délai de 2 (deux) semaines après remise en service de l'installation concernée.

Le montant des postes P2 est défini dans le bordereau annexé à l'acte d'engagement.

4.1.2 Mise à jour des prix

Les prix seront mis à jour une fois par an à la date anniversaire.

La première année, les prix seront invariables. A partir de la deuxième année, le montant « P2 » sera mis à jour à l'aide d'un coefficient unique qui sera applicable sur l'ensemble des bons de commande émis.

Le coefficient de révision sera calculé par application de la formule suivante:

$$P2 = P2_0 \times \left[0,125 + 0,875 \left(0,75 \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} + 0,25 \frac{EBIQ}{EBIQ_0} \right) \right]$$

Avec

P2 : nouveau prix de règlement des prestations,

P20 : prix en vigueur au mois d'établissement des prix défini à l'annexe 1 de l'Acte d'Engagement,

ICHT_IME : valeur de l'indice du "coût horaire du travail ICHT Rév 2009, tous salariés des industries mécaniques et électriques" publié au BOCCRF (bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes),

- Valeur du mois de Septembre de l'exercice précédent (identifiant : 001565183, hors effet CICE).

EBIQ : indice de prix à la production dans l'industrie « Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements » de l'INSEE. - Valeur du mois de Novembre de l'exercice précédent (identifiant : 1652129).

ICHT_IME0, EBIQ0 : valeurs d'origine du mois d'établissement des prix.

Le coefficient ainsi obtenu sera arrondi au millième supérieur.

4.2 : TRAVAUX OBLIGATOIRES (P3)

3.2.1 Caractère des prix

Pour chaque exercice annuel, les prestations de base décrites dans le CCTP sont réglées par application des prix fixés dans l'Acte d'Engagement et ses annexes.

Le prix forfaitaire correspond aux travaux de modernisation de l'ensemble des prestations listées dans le CCTP (cf. paragraphe VII)

Ces prestations sont dites clés en main.

Sur décision du Groupe Hospitalo-Université AP-HP. Sorbonne Université, les prestations chiffrées peuvent être amenées à évoluer en fonction des besoins et des pannes qui pourraient subvenir sur les installations existantes. Le solde pourra donc être affecté à l'exécution de travaux similaires, sans en changer le montant forfaitaire.

3.2.2 Mise à jour des prix

Pour le premier exercice, les prix des prestations de base sont fermes. Pour chaque nouvel exercice, les prix sont révisés dès la première facture du nouvel exercice par application de la formule suivante

$$P3 = P3_0 \left[0,125 + 0,875 \left(0,25 \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} + 0,15 \frac{EBIQ}{EBIQ_0} + 0,60 \frac{BT40}{BT40_0} \right) \right]$$

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-059 du 16/12/2024	TNN
CCAP	Exploitation, Maintenance et Entretien Multi technique des Installations de l'INSERM de l'Hôpital Tenon du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	7 / 15

Avec :

P3 : nouveau prix de règlement des prestations,

P30 : prix au mois d'établissement des prix défini à l'annexe 1 de l'Acte d'Engagement,

ICHT_IME et EBIQ : même définition que pour le P2 - Valeur du mois de Novembre de l'exercice précédent,

BT40 : valeur de l'indice "Chauffage Central" publié au BOCCRF - Valeur du mois de Novembre de l'exercice précédent,

ICHT_IME0, EBIQ0 et BT400 : valeurs d'origine du mois d'établissement des prix.

Le coefficient ainsi obtenu sera arrondi au millième supérieur.

3.2.3 Contenu des prix

D'une manière générale, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Les prix du bordereau sont réputés tenir compte des prescriptions décrites au CCTP, et en particulier des points suivants :

- Des déplacements,
- Du coltinage des matériaux, de la descente à toute hauteur et de l'enlèvement des gravois aux décharges publiques,
- Du montage des matériaux à toute hauteur, y compris mise en place des agrès nécessaires,
- De la main-d'œuvre, durée hebdomadaire légale, compris charges sociales,
- Des fournitures nécessaires aux travaux, compris les petites fournitures,
- De la location, de l'amortissement, de la manutention du matériel et de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux,
- Du nettoyage des lieux, accès et abords en cours ou en fin de travaux ou de leur protection au moyen de toiles ou bâches,
- Des assurances et garanties réglementaires contractées par les entrepreneurs,
- Des incidences de petites surfaces, locaux encombrés et toutes sujétions particulières de mise en œuvre,
- De la dépose et de l'enlèvement des anciennes installations, y compris fourniture de bennes pour stockage et enlèvement des gravois nécessaires,
- La signalisation du chantier pour protection des personnes et l'installation des éléments nécessaires pour la libre circulation éventuelle des piétons ou voitures,
- Des sujétions d'échafaudages et matériels nécessaires à la protection des personnes et des biens.

4.3 : MODIFICATION DES PRIX

Les montants forfaitaires P2 et P3 pourront être modifiés par acte modificatif lorsqu'en cours d'exécution du marché :

- il est constaté que des prestations supplémentaires dans le cadre du marché forfaitaire sont à effectuer ou au contraire que des opérations prévues se révèlent inutiles ;
- lorsque des travaux de rénovation des installations sont réalisés.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

5.1 : Accès aux établissements – Identification

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements du Groupe Hospitalo-Université AP-HP. Sorbonne Université sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-059 du 16/12/2024	TNN
CCAP	Exploitation, Maintenance et Entretien Multi technique des Installations de l'INSERM de l'Hôpital Tenon du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	8 / 15

5.2 : Grèves

En cas d'arrêt de travail, le titulaire devra assurer les prestations considérées comme indispensables au bon fonctionnement des installations en accord avec la personne publique.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, le Groupe Hospitalo-Université AP-HP. Sorbonne Université **y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par le Groupe Hospitalo-Université AP-HP. Sorbonne Université.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

ARTICLE 6 : PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

6.1 : Mode d'évaluation et des prestations de règlement

Pour l'application du paragraphe 2 de l'article 7 « *Contenu et caractères des prix* » du C.C.A.G., il est précisé que :

- ⇒ Les visites de maintenance seront réglées par application d'un prix forfaitaire annuel, indiqué à l'acte d'engagement
- ⇒ La maintenance curative et les réparations seront réglées sur la base des prix unitaires précisés dans le Bordereau de Prix Unitaire inclus au présent marché. Dans le cas de fournitures non prévues à ce bordereau, il sera fait application d'un coefficient de revente indiqué sur l'acte d'engagement 15 sur le prix d'achat des fournitures par l'entreprise (justificatifs à fournir)

6.2 : Facturation

Pour la part forfaitaire, le titulaire devra présenter une facturation trimestrielle à terme échu reprenant les prestations exécutées durant le trimestre et les prix unitaires du DPGF après remise des rapports de vérification.

Pour la part à bon de commande, les prestations seront réglées après réalisation de la prestation.

La réglementation en vigueur impose aux fournisseurs de dématérialiser les factures qu'ils adressent à l'AP-HP, comme à tout autre acheteur public. La dématérialisation des factures se fait au moyen du portail Chorus Pro via le site : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Avec le n° de SIRET APHP 267 500 452 01928 et le code service :
-Tenon : 087

Les factures doivent systématiquement mentionner :

- ✓ Nom et adresse du créancier
- ✓ N° de son compte bancaire ou de son C.C.P. tel que précisé sur l'acte d'engagement
- ✓ Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce
- ✓ Le code APE

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-059 du 16/12/2024	TNN
CCAP	Exploitation, Maintenance et Entretien Multi technique des Installations de l'INSERM de l'Hôpital Tenon du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	9 / 15

- ✓ Le numéro de marché
- ✓ Le n° de la facture
- ✓ **Les numéros de bons de commande et leurs dates**
- ✓ Le détail des prestations (compris codes articles correspondant aux prestations facturées, mention « HB » pour les prestations de fourniture Hors Bordereau),
- ✓ Le quantitatif de la (des) prestation(s) facturée(s)
- ✓ Les prix unitaires de références du marché doivent figurés sur la facture
- ✓ Le calcul de la révision de prix
- ✓ Le montant total hors taxe de la facture (**révisions comprises pour la deuxième années**)
- ✓ Le taux et le montant des taxes
- ✓ Le montant total toutes taxes comprises de la facture

6.3 : **Paie ment**

L'exécution du marché sera financée par le budget du groupe hospitalo-Universitaire AP-HP.SU. Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales – FCS.

En application de l'article R.2192-11 du code de la commande publique relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai de paiement est de 50 jours à partir de la plus tardive des deux dates entre la présentation de la demande de paiement et la décision d'admission des prestations.

Intérêts moratoires, indemnités forfaitaire et complémentaire pour frais de recouvrement

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions de l'article R.2192-11 du code de la commande publique relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

Au-delà de ce délai global de paiement, le taux applicable sera fixé sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ces opérations de refinancement majoré de 8 points.

Conformément aux articles R2192-35 et R2192-36 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

6.4 : **Avances**

Une avance peut être accordée au titulaire du marché. Le versement et le remboursement de l'avance s'effectuent conformément aux modalités des articles R. 2191-3, R. 2191-6, R. 2191-7, R. 2191-8, R. 2191-16, R. 2191-18, R. 2191-19 du Code de la commande publique. L'attributaire devra expressément indiquer sur l'acte d'engagement s'il accepte ou refuse l'avance.

Selon l'article R.2191-7, le montant de l'avance est fixé à 5 %.

6.1 : **Nantissement et cessions de créances**

Le nantissement ou la cession de créances afférentes au présent contrat pourra être effectué dans les formes fixées aux articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du code la commande publique.

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-059 du 16/12/2024	TNN
CCAP	Exploitation, Maintenance et Entretien Multi technique des Installations de l'INSERM de l'Hôpital Tenon du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	10 / 15

En application de l'article R. 2191-45 du code la commande publique, l'exemplaire unique est délivré au titulaire à la demande de celui-ci et non plus systématiquement.

6.2 : Retenue de garantie

Le titulaire sera dispensé du versement de la retenue de garantie.

ARTICLE 7 : ASSURANCES

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1384 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

ARTICLE 8 : PENALITES - RESILIATION

8.1 : Pénalités

Se reporter au tableau des pénalités joint en annexe 1 du présent CCAP.

D'une manière générale, le Titulaire garantit la fiabilité, les résultats minimaux et la pérennité des installations. Les performances à garantir en matière de continuité de service sont de manière générale, les conditions de fonctionnement et d'exploitation définies dans le CCTP.

Les résultats à obtenir sont également appréciés en fonction du nombre d'incidents de fonctionnement, de l'indisponibilité des matériels, équipements ou locaux, ainsi que du non-respect des conditions définies au CCTP.

Des opérations de vérification et essais peuvent être réalisées par le Groupe Hospitalo-Université AP-HP. Sorbonne Université et ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché. Elles portent essentiellement sur la quantité et la qualité des prestations exécutées ou des matériels installés.

Ces opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du Titulaire ou indépendamment de celles-ci. Le Titulaire ou son représentant est présent lors des opérations de vérification.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie sur un équipement altérant la sécurité des personnes et/ou des biens, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'équipement concerné. Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance du Titulaire, les pénalités sont appliquées.

Les essais prévus par le CCTP sont à la charge du Titulaire. Si les essais sont complémentaires à ceux prévus par le marché et s'ils mettent en évidence une carence du Titulaire, celui-ci en supporte la charge.

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-059 du 16/12/2024	TNN
CCAP	Exploitation, Maintenance et Entretien Multi technique des Installations de l'INSERM de l'Hôpital Tenon du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	11 / 15

En revanche, si les résultats d'essais sont favorables au Titulaire, par le Groupe Hospitalo-Université AP-HP. Sorbonne Université prend en charge leur coût.

Tout manquement ou toute défaillance du Titulaire, ne pouvant être assimilés à un cas de force majeure, fait l'objet d'un constat par le Groupe Hospitalo-Université AP-HP. Sorbonne Université qui est notifié au Titulaire et donne lieu à une décision de réfaction partielle ou totale et/ou d'application de pénalités forfaitaires sans mise en demeure préalable.

Sont assimilés à des cas de force majeure, dégageant la responsabilité du Titulaire, tous événements exceptionnels non imputables au Titulaire et n'ayant pu être ni prévus, ni empêchés par lui et le mettant dans l'impossibilité absolue de remplir tout ou partie de ses engagements, notamment en cas de rupture d'approvisionnement de chaleur.

Dans tous les cas, le Titulaire doit prendre toutes dispositions pour remettre le matériel ou l'équipement en état de fonctionnement ou de propreté normal.

Plafonnement des pénalités

Les pénalités ne sont pas plafonnées.

Dispositions d'application

Les réfections et pénalités s'imputent d'office sur les règlements, tel que prévu à l'article « Modalités de paiement ». Il appartient au Titulaire de faire la preuve que les causes ne lui sont pas imputables, pour qu'elles ne soient pas appliquées.

Il est entendu que ces pénalités revalorisables selon la formule adoptée pour la prestation P2 du Titulaire, ne sont appliquées que lorsque le Titulaire est reconnu responsable du défaut de prestation.

Les pénalités visées ci-dessous continuent à s'appliquer pendant la période où le Groupe Hospitalo-Université AP-HP. Sorbonne Université assure la prestation à la place du Titulaire.

Le présent article s'applique sans préjudice de résiliation possible.

Dans le cas de prestations non conformes, l'information est transmise au Titulaire par le Groupe Hospitalo-Université AP-HP. Sorbonne Université. Les délais sont calculés à partir de la réception de l'information par le Titulaire.

Le Groupe Hospitalo-Université AP-HP. Sorbonne Université peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre le Titulaire en demeure de remédier aux non-conformités constatées dans un délai de 24 (vingt-quatre) heures à compter de la réception de la lettre de mise en demeure, les pénalités prévues ci-dessus, continuant à courir.

Si à l'expiration de ce délai, le Titulaire ne peut assurer une prestation normale, le Groupe Hospitalo-Université AP-HP. Sorbonne Université peut y pourvoir aux frais (réfaction) et risques du Titulaire.

8.2 : Résiliation

Dans le cas de prestations non conformes, la personne publique peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre le Titulaire en demeure de remédier aux non-conformités constatées. A la suite de la réception de la lettre de mise en demeure, le Titulaire dispose d'un délai de quarante-huit heures pour se mettre conforme.

Si, à l'expiration de ce délai, le Titulaire ne peut assurer une prestation normale, la personne publique peut y pourvoir aux frais et risques du Titulaire.

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-059 du 16/12/2024	TNN
CCAP	Exploitation, Maintenance et Entretien Multi technique des Installations de l'INSERM de l'Hôpital Tenon du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	12 / 15

Les pénalités visées ci-dessus continuent de s'appliquer pendant la période où la personne publique assure cette fourniture à la place du Titulaire.

Le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université pourra, si le Titulaire ne remplit pas les Obligations que lui impose le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), le Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC) ainsi que le Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS (chapitre VI), ou s'il les remplit de façon inexacte où incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours suivant la réception de ces mises en demeure.

Sans réponse satisfaisante du titulaire, le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université pourra alors passer un marché de substitution avec d'autres prestataires, aux frais et risques du Titulaire déchu, après notification à ce dernier, et ce, conformément aux dispositions du chapitre VI du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R. 2151-12 à R. 2151-16 du code la commande publique.

La résiliation devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé réception, avec un préavis de 3 mois. Indépendamment de ces dispositions, la résiliation du marché, sans indemnisation du titulaire du marché peut intervenir dans les cas suivants :

Fautes graves

Se reporter au tableau des pénalités joint en annexe 1 du présent CCAP.

Redressement et liquidation judiciaires

Le titulaire doit aviser le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université dès qu'un jugement de redressement ou de liquidation judiciaire est prononcé à son égard.

Le marché est résilié si la personne chargée de l'administration, de la cession ou de la liquidation n'utilise pas de la faculté qui lui est offerte par la loi de poursuivre l'exécution du marché.

La résiliation prend effet à la date, soit de la décision de ladite personne de renoncer à la poursuite de l'exécution du marché, soit de l'expiration du délai fixé par la mise en demeure adressée, par lettre recommandée avec avis de réception, par le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université à cette personne, si cette dernière n'a pas fait part de sa décision.

La résiliation peut donner lieu à des dommages et intérêts au profit du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université

Force majeure

Lorsqu'en raison d'un cas de force majeure, le titulaire du marché justifie qu'il est dans l'impossibilité d'exécuter le marché, il peut en demander la résiliation au groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université.

Cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent. Les correspondances relatives au marché seront rédigées en français. Sera notamment considérée comme cas de force majeure entraînant la résiliation, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel.

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-059 du 16/12/2024	TNN
CCAP	Exploitation, Maintenance et Entretien Multi technique des Installations de l'INSERM de l'Hôpital Tenon du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	13 / 15

ARTICLE 9 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 : Contrôles

Les hôpitaux universitaires paris sud effectueront les contrôles qu'ils jugeront nécessaire afin d'évaluer la bonne exécution des prestations décrites.

9.2 : Décision après contrôles

Dans le cas où un litige ou lorsque le contrôle fait apparaître une défaillance du titulaire, l'AP-HP peut, suivant le cas et la gravité de la faute :

- Demander un contrôle probatoire des mesures complémentaires ; celles-ci seront exécutées contradictoirement au titre du contrat
- Refuser la prestation : dans ce cas, le titulaire devra la recommencer
- Demander réparation : lorsque la prestation mal exécutée a entraîné une dégradation, le titulaire sera tenu de réparer l'installation à ses frais.
- Appliquer les pénalités en annexe
- Demander la résiliation du marché pour faute grave, sans préjudice de l'application des paragraphes précédents.

9.3 : Ordonner le remplacement d'un agent ou du chargé d'affaires

Le titulaire doit assurer une continuité de service. En conséquence, en fin de service, le personnel du titulaire doit rester en poste jusqu'à l'arrivée de son remplaçant. En cas d'absence d'un agent, son remplacement doit intervenir dans un délai minimum correspondant au trajet de l'agent remplaçant appelé, mais jamais au-delà de deux heures.

9.4 : Planning d'intervention

Le titulaire devra mettre au point dans le mois de début d'exécution de son marché le planning des interventions programmées d'entretien sur l'ensemble des matériels composant l'installation, demandé au CCTP.

Ce planning doit être scrupuleusement suivi sous peine d'application des pénalités.

ARTICLE 10 : LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient subvenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Recours gracieux

Le recours gracieux est le recours que le titulaire du marché peut adresser au représentant du pouvoir adjudicateur en cas de différend.

Les délais de recours et de réponse de l'administration sont ceux fixés dans le CCAG/FCS.

Recours hiérarchique

Le recours hiérarchique est le recours que le titulaire du marché peut adresser à l'autorité indiquée ci-dessous lorsqu'il entend contester la décision prise à son égard par le représentant du pouvoir adjudicateur.

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-059 du 16/12/2024	TNN
CCAP	Exploitation, Maintenance et Entretien Multi technique des Installations de l'INSERM de l'Hôpital Tenon du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	14 / 15

Le titulaire dispose alors de 2 mois pour présenter son recours hiérarchique à compter soit :
- de la décision explicite de rejet du recours gracieux,
- à l'expiration du délai de 2 mois valant décision implicite de rejet.

L'autorité qualifiée pour se prononcer sur le recours hiérarchique est :

Monsieur le Directeur Général de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris
55 Boulevard Diderot
CS 22305
75610 Paris CEDEX 12

Le recours administratif interrompt le délai de recours contentieux

Recours contentieux

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312 - 11 du code de justice administrative.

Règlement amiable des litiges

Les différends ou litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution du présent marché pourront être soumis au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges conformément aux dispositions de l'article R2197-1 à 22 du Code de la Commande Publique.
Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R.312-11 du Code de Justice Administrative.

Cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE 11 : TRANSFERT D'ACTIVITE

Le titulaire s'engage à informer le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université sans délai, de tout transfert d'activité (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc.) de nature à affecter l'exécution du présent marché.

En cas de changement important dans la structure de l'entreprise, entraînant ou non la création d'une nouvelle personne morale, le Titulaire s'engage à en informer le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université.

Un acte modificatif sera nécessaire pour la prise en compte de la nouvelle entité.

ARTICLE 12 : DEROGATIONS

L'article 1.3 du présent document déroge à l'article 13.1 du CCAG FCS relatif au début de la durée d'exécution du marché.

L'article 7.1 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14 du CCAG FCS relatif aux « pénalités pour retard ».

L'article 7.2 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 32.1 C du CCAG FCS relatif à la résiliation aux torts pour défaut d'acquittement des obligations.

AP-HP.SU	Consultation n° AP-HP.SU 24-059 du 16/12/2024	TNN
CCAP	Exploitation, Maintenance et Entretien Multi technique des Installations de l'INSERM de l'Hôpital Tenon du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Sorbonne Université	15 / 15